



**RÉGION ACADÉMIQUE  
ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **MARCHÉ PUBLIC**

En application des dispositions du code de la commande publique en vigueur au moment de la publication de l'avis du présent marché

Région académique  
Île-de-France  
Service Régional des Achats

## **Cahier des clauses particulières**

Procédure adaptée

### **OBJET DE LA CONSULTATION :**

LE PRESENT MARCHÉ A POUR OBJET LA REALISATION DE PRESTATION DE FORMATION DE FORMATEUR EN ENSEIGNEMENT EXPLICITE POUR L'ACADEMIE DE PARIS.

NUMERO DE REFERENCE DU MARCHÉ : FORMATIONEE\_2025

## SOMMAIRE

Numéro de référence du marché : FORMATIONEE_2025.....	1
1. Préambule.....	5
2. Objet du marché.....	5
3. Périmètre d'exécution du marché.....	5
4. Forme et montant du marché.....	5
5. Durée du marché.....	5
6. Allotissement.....	6
7. Documents contractuels.....	6
8. Confidentialité.....	6
9. Clause(s) environnementale(s).....	7
9.1 Communication du BEGES et du plan de transition associé .....	7
9.2 Déplacements dans les établissements des stagiaires.....	8
10. Description des prestations.....	8
10.1 Conception et réalisation d'une prestation de formation de formateurs.....	8
10.1.1 Conception du programme de formation.....	8
10.1.2 Animation des sessions de formation collective.....	10
10.2 Mise en œuvre d'un protocole de recherche-action afin d'évaluer l'efficacité du dispositif.....	10
11. Obligations du titulaire et de la région académique d'Île-de-France .....	11
11.1 Obligations du titulaire.....	11
11.1.1 Obligations d'information.....	11
11.1.2 Obligations de résultat.....	11
11.2 Obligations de la région académique d'Île-de-France .....	11
12. Traitement des données à caractère personnel .....	11
13. Suivi du marché.....	14
14. Pénalités.....	14
14.1 Pénalités pour absence.....	14
14.2 Pénalités pour non-transmission des livrables.....	15
14.3 Pénalités pour non-respect des clauses environnementales .....	15
14.3.1 Pénalités pour non communication du BEGES.....	15
14.3.2 Pénalité pour non-respect de la clause de déplacements dans les établissements des stagiaires .....	15
14.4 Pénalités pour sous-traitance non déclarée.....	15
14.5 Pénalités pour non-respect du délai de notification des violations des données à caractère personnel .....	15

15	Modalité de commande.....	15
16	Prix et facturation.....	16
16.1	Forme du prix.....	16
16.2	Variation du prix.....	16
16.2.1	Mois des d'établissement des prix.....	16
	Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois zéro (M0). Le mois M0 correspond au mois de la date limite de remise des offres. ....	16
16.2.2	Choix de l'index de référence.....	16
	L'indice de référence choisi en raison de sa structure pour représenter l'évolution des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'indice SYNTEC.....	16
16.3	Modalités d'actualisation des prix.....	16
16.4	Révision des prix.....	17
16.5	Mois des d'établissement des prix .....	17
16.6	Choix de l'index de référence.....	17
16.7	Modalités de révision des prix .....	17
16.8	Facturation.....	18
16.9	Modalités de règlement.....	18
17	Clause de sauvegarde.....	18
18	Avance .....	19
18.1	Dispositions générales .....	19
18.2	Les accords-cadres à bons de commande .....	19
19	Délais de paiement et intérêts moratoires.....	19
20	Sous-traitance.....	20
21	Opérations de vérifications.....	21
22	Admission.....	21
23	Prestations supplémentaires ou modificatives.....	21
24	Propriété intellectuelle.....	21
24.1	Résultats.....	21
24.2	Connaissances antérieures.....	21
25	Documents à fournir pendant le marché.....	22
26	Cession du marché.....	22
27	Marchés de prestations similaires .....	22
28	Clause de réexamen.....	22
29	Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles .....	23
30	Garanties.....	23
31	Résiliation.....	23
31.1	Résiliation pour motif d'intérêt général .....	23
31.2	Résiliation pour faute.....	23

31.3	Résiliation pour évènement liés au marché .....	23
31.4	Résiliation de plein droit.....	23
32	Exécution aux frais et risques du titulaire .....	24
33	Différends et litiges.....	24
34	Dérogations aux documents généraux.....	25

## 1. PREAMBULE

La région académique d'Île-de-France comprend les académies de Paris, Créteil et Versailles.

Dans le cadre de la politique achat de la région académique d'Île-de-France, les trois académies franciliennes souhaitent procéder à une mutualisation de leurs besoins.

Désignation :

Les académies de Paris, Créteil et Versailles sont désignées dans le présent CCP sous l'appellation « La région académique d'Île-de-France » ou « le pouvoir adjudicateur » ;

La région académique d'Île-de-France est désignée en qualité de représentant du pouvoir adjudicateur ;

La société retenue est désignée dans le présent CCP sous l'appellation « titulaire » ;

Le service régional des achats de la région académique d'Île-de-France est désigné dans le présent CCP sous l'appellation « SRA ».

## 2. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de formation de formateurs en enseignement explicite pour l'académie de Paris.

Dans ce marché, la prestation comprend la conception, la mise en œuvre, l'accompagnement et l'évaluation de l'efficacité du dispositif.

## 3. PERIMETRE D'EXECUTION DU MARCHÉ

Le lieu d'exécution du présent marché est l'académie de Paris.

## 4. FORME ET MONTANT DU MARCHÉ

Le présent marché est un accord-cadre au sens de l'article L2125-1 1° du code de la commande publique.

Le présent accord-cadre sera exécuté par l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 270 000€ HT pour sa durée totale.

Le montant prévisionnel du marché est de 135 000€ HT.

## 5. DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu à compter de sa notification pour une période de 12 mois. Il est ensuite renouvelable trois fois un an, par reconduction tacite. La durée totale du marché ne pourra excéder 48 mois. Le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché.

La région académique d'Île-de-France se réserve le droit de notifier au titulaire sa décision de ne pas reconduire le marché par toute forme qui permette d'attester de la date et de l'heure de sa réception.

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin de l'exécution de la période en cours et au-delà, pour les obligations afférentes à la confidentialité.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et pourront produire leurs effets pour une durée de six (6) mois au-delà de cette échéance.

## 6. ALLOTISSEMENT

Le présent marché n'est pas alloti.

## 7. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement du marché (ATTRI1) ;
- Le bordereau de prix unitaire à l'acte d'engagement (BPU) ;
- Le présent Cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cadre de réponse remis par le titulaire au moment du dépôt de son offre ;
- En cas de sous-traitance, les actes spéciaux de sous-traitance dont les exemplaires originaux conservés dans les archives de la région académique d'Île-de-France font seules foi.

Le CCAG-PI est réputé parfaitement connu des parties.

Le CCAG-PI est consultable [ici](#).

### **Portée des pièces du marché :**

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Toutes clauses formulées dans les conditions générales de vente du titulaire contraires aux dispositions du marché ne sont pas opposables au service régional des achats de la région académique d'Île-de-France (SRA).

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché sans accord préalable et express du service régional des achats de la région académique d'Île-de-France.

## 8. CONFIDENTIALITE

Il est fait application de l'article 5 du CCAG-PI.

Le titulaire, ses salariés ou sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du représentant du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour les connaître.

L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et s'applique à toutes les informations qu'il a recueillies à l'occasion du présent marché.

Il en est de même du contenu des fichiers, informations et documents des utilisateurs mis à la disposition du titulaire à l'occasion du marché.

Cette obligation s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le titulaire et ses salariés ou sous-traitants auraient eu connaissance dans le déroulement du présent marché.

Le titulaire s'engage à considérer comme confidentiels toutes les connaissances techniques et le savoir-faire qui lui ont été ou qui lui seront fournis par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le contenu du marché est également considéré comme confidentiel, ainsi que les échanges de courriers et d'informations entre les parties.

Le titulaire s'engage à informer ses salariés, par tous moyens à sa convenance, sur cette obligation de confidentialité.

Le titulaire s'engage à obtenir de ses éventuels sous-traitants un engagement écrit identique aux dispositions stipulées au présent article.

Cet engagement écrit des éventuels sous-traitants est communiqué par le titulaire au représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de manquement à l'obligation de confidentialité, c'est-à-dire relative à la discrétion, à la sécurité et au secret, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 39 du CCAG-PI, soit la résiliation aux torts du titulaire.

Le représentant du pouvoir adjudicateur s'engage à respecter le caractère confidentiel des méthodes et procédés employés par le titulaire et que celui-ci aurait signalé comme tel dans le cadre de l'exécution du présent marché et à faire prendre le même engagement à son personnel intervenant dans ce cadre.

## 9. CLAUSE(S) ENVIRONNEMENTALE(S)

### 9.1 Communication du BEGES et du plan de transition associé

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, de communiquer au représentant du pouvoir adjudicateur leur BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de six (6) mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire au représentant du pouvoir adjudicateur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent au représentant du pouvoir adjudicateur le lien internet permettant l'accès à ce document.

Cette clause est applicable uniquement pour les entreprises employant 500 salariés ou plus.

## 9.2 Déplacements dans les établissements des stagiaires

Dans le cadre des déplacements que le titulaire fera pour se rendre dans les établissements des stagiaires, sauf situation dûment justifiée et validée auprès de la région académique d'Ile-de-France, ce dernier devra prendre les transports en commun, ou un mode de déplacement qualifié de mobilité douce (vélo, trottinette, à pied etc...).

## 10. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

**L'académie de Paris lance un projet de recherche-action centré sur l'enseignement explicite.** Ce protocole précis vise deux objectifs principaux :

1. **Maîtriser la méthode de l'enseignement explicite** et les gestes professionnels qui y sont liés, en combinant théorie, mise en pratique et analyse des pratiques.
2. **Préparer, à moyen terme, la transmission de ces compétences** dans le cadre de formations animées par les enseignants eux-mêmes.

Dans ce cadre, le titulaire est chargé de concevoir, animer et évaluer un dispositif de formation de formateurs à l'enseignement explicite.

Durant les quatre années du marché, le titulaire devra **former entre 30 et 60 enseignants-formateurs** du second degré, **répartis en trois cohortes successives** (années scolaires 2025/2026, 2026/2027, 2027/2028, chaque participant s'engageant sur deux années scolaires).

### 10.1 Conception et réalisation d'une prestation de formation de formateurs

#### 10.1.1 Conception du programme de formation

Le titulaire du marché concevra un programme de formation basé sur la méthode de l'enseignement explicite en veillant à s'appuyer rigoureusement sur des **données scientifiques validées** ainsi qu'une **méthodologie pédagogique éprouvée**.

Ce programme de formation alternera des séances de formation collectives et des accompagnements individuels, intégrant à la fois des apports théoriques et une approche empirique. Pour cela, il mettra en œuvre des **méthodes d'animation variées**, telles que la **vidéoformation** et la **rétroaction**, afin de favoriser la **réflexivité** des stagiaires et l'ajustement de leurs **gestes professionnels**. L'objectif est de garantir leur alignement avec les **meilleures pratiques** visées.

Dans le cadre de son programme de formation, le titulaire proposera une organisation qui combinera **dix séances de formation collectives entrecoupées de deux séances dédiées à l'observation et à l'analyse des pratiques professionnelles**, qui se dérouleront dans la classe de chaque participant sous la supervision du titulaire.

#### Formation collective

Les dix modules collectifs auront **une durée minimum de 3 heures chacun** et se dérouleront **les mercredis après-midi de janvier à octobre** (pour la première cohorte, de janvier à octobre 2026, la deuxième de janvier à octobre 2027 et la troisième de janvier à octobre 2028).

Ils devront **aborder les thèmes suivants**, toute proposition d'ajustement de la structure ci-dessous devra faire l'objet d'une justification.

Module 1 : Introduction et cadrage

Présentation des objectifs de la formation

Organisation du parcours collectif (10 séances, de janvier à octobre)



Clarification des attentes et des modalités

Module 2 : Les fondements de l'enseignement explicite

Principes de l'enseignement explicite

Étapes clés d'une séance d'enseignement explicite

Importance de la structuration pédagogique

Module 3 : Les gestes pédagogiques associés

Gestes professionnels favorisant l'attention et l'engagement des élèves

Postures et attitudes de l'enseignant

Clarté cognitive et clarté didactique

Module 4 : Conduite et analyse d'une séance

Phases d'une séance : amorce, guidage, pratique autonome, révision

Ajustements et différenciation pédagogique

Critères de réussite d'une séance d'enseignement explicite

Module 5 : Analyse de pratiques professionnelles (partie 1)

Visionnage d'extraits vidéos issus des pré-tests

Identification des points forts et axes de progression

Approche réflexive

Module 6 : Analyse de pratiques professionnelles (partie 2)

Étude d'extraits vidéos illustrant les pratiques

Repérage des gestes pédagogiques efficaces

Co-construction de pistes d'amélioration

Module 7 : Réinvestissement et appropriation des apports

Mise en lien théorie et pratique observée

Élaboration de grilles de lecture et d'auto-évaluation

Utilisation du manuel/ouvrage de référence comme support

Module 8 : Consolidation et retours d'expérience

Partage entre pairs des expérimentations menées en classe

Discussion des réussites et difficultés rencontrées

Ajustements possibles des pratiques pédagogiques

Module 9 : Suivi et projection

Élaboration de plans d'action personnalisés

Anticipation des suites possibles (accompagnement, ressources, perfectionnement)

Module 10 : Bilan collectif et clôture

Synthèse des apports théoriques et pratiques

Bilan individuel et collectif de la formation

Validation des acquis et perspectives professionnelles

Accompagnement individuel

Les deux séances d'accompagnement individuel, d'une durée de **trois heures chacune** (une heure dédiée à l'observation, une heure à l'analyse des pratiques professionnelles et une heure à la réalisation du pré-test/test), se dérouleront **dans la classe de chaque stagiaire**, au sein d'établissements de l'académie de Paris.

Ces deux séances s'appuieront sur **l'analyse de vidéos des stagiaires** réalisées lors de leçons d'enseignement explicite, afin d'évaluer et d'améliorer leurs gestes professionnels. **Deux vidéos seront produites** : une première, dite « pré-test », en début de programme, et une seconde, dite « test », en fin de parcours. **Une**

**grille d'observation des gestes professionnels** sera utilisée pour analyser ces deux vidéos, permettant ainsi une **évaluation contextualisée** et la **capitalisation des données** recueillies.

#### Livrables attendus à l'issue de la phase de conception du programme de formation

A l'issue de la conception de son programme de formation, le titulaire **devra fournir à l'EAFC** :

- Le **planning global** combinant séances de formation collectives et accompagnement individuel ;
- Le **programme détaillé** des séances de formation collectives en respectant la structure des dix modules mentionnée ci-dessus ;
- Les **supports pédagogiques** prévus dans le programme de formation (documents utilisés dont un fascicule imprimé définissant l'enseignement explicite, vidéos, outils numériques, etc.) ;
- Une **grille d'observation** des gestes professionnels prête à l'emploi.

A notification du marché, le titulaire aura **trois semaines** pour transmettre à l'EAFC les livrables ci-dessus par voie dématérialisée. Ces derniers seront en **langue française, libres de droits** et feront l'objet d'une **double validation** : scientifique par les experts mandatés et institutionnelle par l'académie de Paris.

En cas de demandes de modifications, le titulaire disposera de **10 jours** pour les prendre en compte et transmettre les livrables actualisés.

#### 10.1.2 Animation des sessions de formation collective

Chacun des dix modules de formation collective sera animé par le titulaire dans des **salles de formation mises à disposition par l'EAFC** et située dans l'académie de Paris.

Chaque session accueillera **entre 10 et 20 stagiaires** par cohorte. Une session ne pourra pas avoir lieu si 10 stagiaires minimum ne sont pas inscrits.

Outre la réservation des salles de formation, l'EAFC assurera **l'envoi des convocations** aux stagiaires qu'il aura sélectionné.

**Les frais de déplacement et de déjeuner du formateur** du titulaire du marché doivent être inclus dans son offre.

De son côté, le titulaire fournira l'ensemble des **moyens techniques et pédagogiques** nécessaires à l'animation des formations (ex. ensemble vidéo projecteur/caméra, tableau blanc, impression des supports pédagogique pour chaque stagiaire, etc.).

A l'issue des formations, le titulaire **évaluera les connaissances acquises** par les stagiaires et réalisera une **enquête de satisfaction** de la formation. Les formulaires d'évaluation mentionneront la structure de rattachement des stagiaires.

#### 10.2 Mise en œuvre d'un protocole de recherche-action afin d'évaluer l'efficacité du dispositif

Ce projet piloté par l'académie de Paris a pour objectif principal de permettre aux participants de maîtriser la méthode de l'enseignement explicite ainsi que les gestes professionnels associés. À moyen terme, il s'agit également de préparer les stagiaires à transmettre ces compétences, en les formant pour qu'ils puissent, à leur tour, animer des sessions de formation destinées à d'autres enseignants.

Dans ce cadre, le titulaire devra proposer un **protocole de recherche-action** qui permettra une analyse experte de l'émergence et de l'ajustement des gestes professionnels à tous niveaux : action, interaction professeur-élève, impact sur les apprentissages à partir d'observables précis et d'éléments mesurables.

Répondant à la **méthodologie scientifique de l'analyse d'impact** et dans le **respect des exigences RGPD** en matière de collecte, traitement et sécurisation des données, ces recueil et analyse des données viseront :

- A tester la **modification des gestes professionnels avant et après la formation** (« pré-test » et « test ») ;
- A **expérimenter la méthode sur des groupes homogènes d'enseignants**, particulièrement issus des disciplines fondamentales, afin d'en comparer les effets et d'en mesurer l'impact sur les résultats des élèves ;
- A **développer des méthodes de formation intensives** fondées sur l'observation des pratiques en classe, la vidéoformation, l'analyse des pratiques professionnelles et l'accompagnement individuel à plusieurs étapes du processus ;
- A mesurer la **capacité des stagiaires à former eux-mêmes** des enseignants en situation.

#### Livrables attendus dans le cadre du protocole de recherche-action

Le titulaire réalisera une étude scientifique complète sous la forme d'un volume. **Cette étude aura pour mission de consolider les données attestant de l'efficacité de la formation dispensée**, tout en évaluant **l'impact des formations ultérieurement animées par les enseignants formés**. L'objectif est de mesurer de manière rigoureuse les résultats et l'ensemble des effets produits par cette recherche-action.

L'étude reprendra notamment la synthèse des données collectées et les rapports d'analyses des pratiques professionnelles des stagiaires basés sur les grilles d'observation utilisées lors des vidéos de pré-test et test.

Cette étude finale sera transmise par voie dématérialisée à l'EAFC **au plus tard six mois après la fin de la formation collective de la troisième et dernière cohorte**.

## 11. OBLIGATIONS DU TITULAIRE ET DE LA REGION ACADEMIQUE D'ÎLE-DE-FRANCE

### 11.1 Obligations du titulaire

#### 11.1.1 Obligations d'information

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à la région académique d'Île-de-France. En cas de manquement, la région académique d'Île-de-France ne saurait être tenue pour responsable des conséquences pouvant en découler, notamment des retards de paiement.

#### 11.1.2 Obligations de résultat

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat au titre de l'ensemble des prestations prévues dans le cadre du présent accord-cadre. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

### 11.2 Obligations de la région académique d'Île-de-France

La région académique d'Île-de-France s'engage à assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

## 12. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

La région académique d'Île-de-France est responsable du traitement des données à caractère personnel. Le titulaire est sous-traitant au sens du RGPD. Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur

applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire s'engage à effectuer pour le compte de la région académique d'Ile-de-France les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

#### Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractères personnel :

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de la région académique d'Ile-de-France, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations suivantes :

- Animation des formations
- Evaluation de l'efficacité du dispositif dans le cadre d'un protocole de recherche-action

Les données à caractère personnel sont traitées jusqu'à la fin d'exécution de la dernière prestation.

Les types de données à caractère personnel qui pourront être traitées sont les suivantes :

- L'identité des stagiaires (Nom, prénom, nom de naissance) ;
- Leur adresse de messagerie électronique ;
- Leur affectation (structure, service...) ;
- Le poste occupé ;
- Les productions des stagiaires (vidéos, etc.) ;
- Les résultats (notes, évaluations, appréciations, etc.) ;
- Le type de certification le cas échéant.

Les catégories de personnes concernées sont des enseignants du second degré de l'Académie de Paris.

#### Obligations du titulaire vis-à-vis de la région académique d'Ile-de-France :

Le titulaire s'engage, notamment, à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet du présent marché ;
- Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer la région académique d'Ile-de-France de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information. Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui garanti par le RGPD au sein de l'Union européenne. A défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le titulaire suspend tout transfert et se rapproche de l'acheteur pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution de l'accord-cadre permettant le respect des exigences du RGPD. Si les modalités d'exécution ne peuvent être adaptées, la région académique d'Ile-de-France procède à la résiliation du marché pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues par le CCAG PI.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.

#### Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement :

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données. La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec la région académique d'Ile-de-France avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de la région académique d'Ile-de-France et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

### Notification des violations de données à caractère personnel :

Le titulaire notifie à la région académique d'Ile-de-France toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : envoi d'un message signalant le problème et appel téléphonique.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à la région académique d'Ile-de-France, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de la région académique d'Ile-de-France, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de la région académique d'Ile-de-France, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de **48 heures** à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de la région académique d'Ile-de-France, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

### Sort des données :

Au terme de l'exécution du présent accord-cadre, la région académique d'Ile-de-France informe le titulaire de sa décision relative au sort des données. Elle peut demander au titulaire de :

- Détruire toutes les données à caractère personnel ;
- Renvoyer toutes les données à caractère personnel à la région académique d'Ile-de-France, ce renvoi devant s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

### Registre des activités de traitement :

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de la région académique d'Ile-de-France comprenant :

- Le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants ;
- Les catégories de traitements effectués ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
  - o la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
  - o des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
  - o des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
  - o une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### 13. SUIVI DU MARCHÉ

Une réunion de bilan sur l'exécution du marché, sera organisée à minima une fois par an en présence du SRA, de l'ensemble des interlocuteurs des services communication et du titulaire.

Des réunions pourront être organisées à la demande de la région académique d'Ile-de-France ou du titulaire.

### 14. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant des pénalités de retard ne pourra excéder plus de 20% du montant total hors taxes du marché ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas mille euros (1000€) HT pour l'ensemble du marché.

Les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur envisage d'appliquer des pénalités, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de sept (7) jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées.

Le titulaire dispose d'un délai de sept (7) jours pour contester par voie électronique les pénalités auprès du SRA : [sra@region-academique-idf.fr](mailto:sra@region-academique-idf.fr).

En l'absence de justifications exonérant le titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur applique les pénalités.

#### 14.1 Pénalités pour absence

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, lorsque le titulaire ne se présente pas à une des sessions de formation, sans prévenir à minima 48h avant la formation et sans justification, il encourt sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 14 du présent CCP, une pénalité forfaitaire de 250€.

#### 14.2 Pénalités pour non-transmission des livrables

Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, en cas de non-transmission des livrables prévue à l'article 10 du présent CCP en temps et en heure, une pénalité forfaitaire de 150€ par jour de retard sera appliqué sur chaque livrable manquant.

#### 14.3 Pénalités pour non-respect des clauses environnementales

##### 14.3.1 Pénalités pour non communication du BEGES

Le titulaire encourt, dans le cadre de l'application de la clause environnementale relative à la communication du BEGES prévue à l'article 9.1 du CCP une pénalité forfaitaire d'un montant de cinq cents euros (500€) en cas de non communication du BEGES.

##### 14.3.2 Pénalité pour non-respect de la clause de déplacements dans les établissements des stagiaires

Le titulaire encourt, dans le cadre de l'application de la clause environnementale relative au déplacement du formateur prévue à l'article 9.2 du CCP une pénalité forfaitaire d'un montant de vingt-cinq euros (25€) par déplacement non conforme à l'article 9.2 du présent CCP.

#### 14.4 Pénalités pour sous-traitance non déclarée

Toute sous-traitance doit être déclarée et acceptée par l'acheteur avant le début des prestations concernées.

En cas de recours à un sous-traitant non déclaré ou non agréé, le titulaire encourt une pénalité de 150 € par jour d'intervention du sous-traitant, à compter du début de son exécution.

Cette pénalité s'applique sans préjudice du refus de paiement direct au sous-traitant, et des autres sanctions prévues au marché, y compris une éventuelle résiliation.

#### 14.5 Pénalités pour non-respect du délai de notification des violations des données à caractère personnel

En cas de non-respect du délai de notification des violations de données à caractère personnel, le titulaire encourt une pénalité de 50 euros par heure de retard.

### 15 MODALITE DE COMMANDE

Des bons de commandes seront transmis au titulaire.

Il est précisé sur chaque bon de commande les renseignements suivants :

- le numéro de l'EJ ;
- la référence du marché ;
- la désignation détaillée des prestations demandées en référence au BPU ;
- le délai de mise en œuvre de la prestation ;
- le contact du service facturier du titulaire ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le montant H.T et T.T.C de chaque prestation



Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-PI, l'absence de réserve émise par le titulaire dans les 2 jours suivant la réception du bon de commande concerné vaut acceptation sans réserve des conditions qui y sont mentionnées.

## 16 PRIX ET FACTURATION

### 16.1 Forme du prix

Le présent marché est conclu à prix unitaires.

L'unité monétaire utilisée est l'euro.

Tous les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres, ainsi que l'ensemble des moyens (salaires et charges sociales afférents au personnel employé pour l'exécution des prestations, frais de gestion générale, etc.) nécessaires à la réalisation des prestations décrites dans les documents contractuels régissant le présent marché.

### 16.2 Variation du prix

Les prix sont fermes la première année puis révisables à la hausse comme à la baisse à chaque date d'anniversaire du marché. La variation des prix doit être accompagnée de justificatifs.

Les prix sont fermes et actualisables selon les modalités fixées ci-dessous.

#### 16.2.1 Mois des d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois zéro (M0). Le mois M0 correspond au mois de la date limite de remise des offres.

#### 16.2.2 Choix de l'index de référence

L'indice de référence choisi en raison de sa structure pour représenter l'évolution des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'indice SYNTEC.

### 16.3 Modalités d'actualisation des prix

L'actualisation permet de prendre en compte les modifications des conditions économiques entre le prix du marché à la date limite de remise des offres et le prix du marché à la date d'exécution effective des prestations.

Le prix sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date limite de remise des offres et la date de début d'exécution des prestations.

Cette actualisation est effectuée par l'application de la formule suivante :

$$C(n) = S(n-3)/S(o)$$

Dans laquelle :

- Cn : Coefficient d'actualisation



- S : le dernier indice connu publié par la Fédération Syntec
- n : correspond au mois de lancement des prestations
- au dénominateur : figurent les valeurs des indices correspondant au « **mois zéro** » tel que défini ci-dessus ;
- au numérateur : figurent les valeurs de ces mêmes indices afférentes au **mois n – 3**

Le coefficient sera arrondi au millième supérieur.

#### 16.4 Révision des prix

Les prix sont fermes la première année puis révisables à la hausse comme à la baisse à chaque date d'anniversaire du marché. La variation des prix doit être accompagnée de justificatifs.

Les prix sont fermes et révisables selon les modalités fixées ci-dessous.

#### 16.5 Mois des d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois zéro (M0). Le mois M0 correspond au mois de la date limite de remise des offres.

#### 16.6 Choix de l'index de référence

L'indice de référence choisi en raison de sa structure pour représenter l'évolution des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'indice SYNTEC.

#### 16.7 Modalités de révision des prix

Les prix sont révisés par l'application de la formule suivante :

$$P = P0(S/S0)$$

Dans laquelle :

P = le prix révisé

P0 = le prix initial de l'accord-cadre (prix défini le mois de la date limite de remise des offres).

S = le dernier indice connu publié par la Fédération Syntec.

S0 = indice publié par la Fédération Syntec, le mois précédent le mois du dépôt des offres.

Le coefficient est calculé au millième près, arrondi en conformité avec les règles mathématiques.

En application du coefficient retenu, l'arrondi mathématique est effectué sur les prix du marché (prix fixes et prix alimentaires).

En cas de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter l'indice de remplacement publié, et si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Le titulaire transmet le détail du calcul de la révision au SRA, à l'adresse suivante : [sra@region-academique-idf.fr](mailto:sra@region-academique-idf.fr), au moins un mois avant la date anniversaire du marché, en mentionnant le numéro du présent marché et le numéro d'EJ correspondant. Le titulaire joint à sa demande le nouveau BPU révisée. En cas d'absence de transmission de la part du titulaire dans le délai prescrit, les prix ne sont pas révisés.

Les nouveaux tarifs seront applicables pour toutes les factures émises après l'acceptation formelle de la révision des prix par le SRA par message électronique.

#### 16.8 Facturation

La facturation devra s'effectuer obligatoirement via le portail Chorus Pro (portail de dématérialisation).

Pour accéder au portail : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Dans le cas où le marché serait passé pour plusieurs académies, une facturation par académie doit être prévue par le titulaire.

La région académique d'Île-de-France se libère des sommes dues en exécution du présent marché, en faisant porter le montant dû au crédit du compte bancaire ouvert au nom du titulaire.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer expressément le SRA et de fournir les documents afférents à ces modifications (extrait des annonces légales, nouveau K-Bis et RIB).

#### 16.9 Modalités de règlement

Le règlement des prestations s'effectue après vérification du service fait, sur présentation d'une facture déposée sur Chorus Pro correspondant aux prestations exécutées. Cette facture au nom de l'académie concernée devra comporter :

- Le numéro d'EJ ;
- Le nom du personnel bénéficiaire

L'admission des prestations donne lieu à leur règlement dans les 30 jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserves des conditions suivantes :

- Prestations reconnues conformes en tous points aux engagements ;
- Aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture

Le service fait sera effectué :

- dès que les livrables listés à l'article 10.1.1 du présent CCP seront validés par l'EAFC pour les prestations de conception de formation ;
- à la fin des sessions collectives de chaque cohorte pour les prestations d'animation de sessions collectives ; à la fin du suivi de chaque stagiaire pour les prestations d'accompagnement individuel des stagiaires ;
- dès que les livrables listés à l'article 10.2 du présent CCP seront validés par l'EAFC pour les prestations de protocole recherche-action.

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

### 17 CLAUSE DE SAUVEGARDE

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché lorsque la révision du prix conduit à une augmentation supérieure à cinq pour cent (5%) par an.

Le représentant du pouvoir adjudicateur a aussi la possibilité dans ce cas de négocier avec le titulaire afin de trouver un accord commun. En cas de désaccord, le représentant du pouvoir adjudicateur ou le titulaire sont en mesure de demander la résiliation du marché.

En cas de résiliation, celle-ci interviendra huit (8) mois à compter de la notification de la décision ou de la demande du titulaire sous réserve de l'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur.

## 18 AVANCE

### 18.1 Dispositions générales

L'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000€ HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois conformément à l'article R2191-3 du code de la commande publique.

Le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance.

Les modalités de calcul du montant de l'avance sont fixées aux articles R2191-6 à R2191-10 du code de la commande publique.

Les modalités de remboursement de l'avance sont fixées à l'article R2191-11 du code de la commande publique.

### 18.2 Les accords-cadres à bons de commande

Le montant de l'avance est fixé, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000€ HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, à cinq (5 %) du montant du bon de commande.

L'avance est versée dans le mois qui suit la notification du bon de commande de manière automatique sans que le titulaire du marché n'ait de démarches préalables à effectuer.

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint quatre-vingts pour cent (80 %) du montant TTC des prestations du marché.

Le remboursement s'effectuera sur chaque demande d'acompte par prélèvement sur les sommes dues au(x) titulaire(s).

## 19 DELAIS DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES

Le règlement sera effectué par virement administratif dans un délai de 30 jours, conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique.

Le point de départ de ce délai est la date de réception de la facture. Le décompte du délai se fait à partir de la réception de la facture (avec preuve de dépôt). Le point de départ du délai est la date d'exécution des prestations ou de réception du produit lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la facture.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par les articles R2192-12 à R2192-36 du code de la commande publique.

Si le délai de paiement de 30 jours susmentionné n'est pas respecté, des intérêts moratoires sont dus de plein droit au titulaire. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage conformément à l'article R2192-31 du code de la commande publique.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40 €) euros conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites aux articles R2192-27 à R2192-30 du code de la commande publique.

#### Dispositions relatives à la co-traitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.
- En cas de groupement solidaire le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au représentant du pouvoir adjudicateur la demande de paiement. Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membre du groupement. Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon le CCAG-PI.

En cas de co-traitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

## 20 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut confier l'exécution d'une partie des prestations du marché à un ou plusieurs sous-traitants, à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement fixées par les articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Aux fins d'acceptation du sous-traitant :

- soit, lorsque la déclaration de la sous-traitance a lieu avant le début d'exécution des prestations, le titulaire transmet dans son offre une déclaration de sous-traitance ou le formulaire DC4 complété ;
- soit, en cours d'exécution du marché, le titulaire adresse au représentant du pouvoir adjudicateur une déclaration de sous-traitance ou le formulaire DC4 complété, par tout moyen permettant d'accuser sa bonne réception.

Quel que soit le moment de la déclaration de sous-traitance, celle-ci doit contenir l'ensemble des renseignements figurant à l'article R.2193-1 du code de la commande publique, à savoir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ;
- les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

L'ensemble de ces informations est constitué par la fourniture :

- de la déclaration de sous-traitance complétée ([formulaire DC4](https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat))  
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;
- Ou [ATTRI 2](#)
- du numéro SIREN et d'un RIB de l'entreprise.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un acte spécial signé par le titulaire et par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues par l'article 3.6. « Sous-traitance » du CCAG-PI.

## 21 OPERATIONS DE VERIFICATIONS

Les opérations de vérifications seront effectuées conformément aux dispositions des articles 30 à 32 du CCAG-PI.

## 22 ADMISSION

Les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction et de rejet sont prévues par l'article 29 du CCAG-PI.

## 23 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES

Dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG-PI, le représentant du pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, pendant l'exécution du marché, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable du représentant du pouvoir adjudicateur.

Comme le présent marché ne prévoit pas de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur au titulaire, l'ordre de service prescrivant ces prestations fixera provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions de l'article 23 du CCAG-TIC.

## 24 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Dans le cadre du présent marché, le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché s'engagent à respecter les clauses relatives aux droits de propriété intellectuelle définies dans les articles 32 à 35 du CCAG-PI.

### 24.1 Résultats

Le titulaire concède, à titre non exclusif, au représentant du pouvoir adjudicateur, pour les besoins objet du marché, les droits repris à l'article 35 du CCAG-PI sur les prestations et livrables réalisés dans le cadre du marché.

Les résultats sont définis à l'article 32 du CCAG-PI.

### 24.2 Connaissances antérieures

Conformément à l'article 33 du CCAG-PI, le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur restent propriétaires de leurs connaissances antérieures.

Les connaissances antérieures standards et autres connaissances antérieures sont définies aux articles 32.2 et 32.3 du CCAG-PI.

Dès lors le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées de façon expresse (dans son offre et/ou en cours d'exécution du marché), avant toute intégration ou utilisation ; à défaut, tout élément livré en exécution du marché est réputé être un résultat.

## 25 DOCUMENTS A FOURNIR PENDANT LE MARCHÉ

Concernant les assurances, il appartient au titulaire de contracter toute police d'assurance nécessaire à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché.

Il doit produire, à toute demande du représentant du pouvoir adjudicateur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Si cette attestation ne couvre pas la durée du marché, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée totale du marché.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

Le titulaire produit à la demande du représentant pouvoir adjudicateur à compter de la date de signature du marché par le représentant du pouvoir adjudicateur et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents prévus aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254-4 du Code du travail. En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire ces pièces, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues au CCAG-PI.

## 26 CESSION DU MARCHÉ

Le présent marché ne peut, en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sans autorisation écrite et préalable du représentant du pouvoir adjudicateur.

## 27 MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

En application des dispositions des articles L.2122-1 et R.2122-7 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de conclure un ou plusieurs marchés négociés sans publicité et sans mise en concurrence préalables (dont la durée ne peut excéder trois ans à compter de la notification de l'accord-cadre objet du présent marché), en vue de réaliser des prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire.

## 28 CLAUSE DE REEXAMEN

En application des dispositions prévues à l'article R.2194-1 et suivants du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de réexaminer les prestations du présent marché au cours de son exécution.

Des prestations pourront être ajoutées ou supprimées à l'initiative exclusive de la région académique d'Île-de-France, notamment en cas d'événements ou de nouveaux besoins imprévus ou encore lorsqu'une académie, un service ou une direction de la région académique d'Île-de-France n'étant pas partie au marché souhaite s'y ajouter.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, avec l'accord du titulaire, de modifier le contrat pour en prolonger la durée d'exécution lorsque c'est dûment justifié.

Ces modifications sont entérinées par la conclusion d'un avenant.

## 29 SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

La suspension des prestations se déroule conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-PI.

## 30 GARANTIES

Il est fait application de l'article 30 du CCAG-PI.

## 31 RESILIATION

### 31.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motifs d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation calculée en application des dispositions de l'article 40 du CCAG-PI.

### 31.2 Résiliation pour faute

En application de l'article 39 du CCAG-PI et par dérogation à l'article 39.2 du CCAG-PI en cas de résiliation pour faute, le représentant pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans mise en demeure, aux frais et risques du titulaire sans indemnité.

En outre, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché pour faute, sans indemnité ni préavis en cas de non-respect répété des délais ou conditions d'exécution du contrat sans motif valable à l'appréciation de la région académique d'Île-de-France, notamment :

- en cas d'inexactitude des renseignements et documents mentionnés aux articles R2143-3 à R2143-5 du code de la commande publique, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques ;

- le refus ou l'impossibilité du titulaire de se soumettre à l'injonction de maintenir un niveau égal ou supérieur de compétence en cas de changement de son personnel peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre.

### 31.3 Résiliation pour événement liés au marché

Par dérogation à l'article 38 du CCAG-PI, en cas de résiliation pour événements liés au marché aucune indemnité ne sera versée au titulaire, ni le paiement d'aucune dépense engagée par ce dernier en vue de l'exécution des prestations qui n'ont pas été fournies au représentant du pouvoir adjudicateur.

### 31.4 Résiliation de plein droit

La résiliation est de plein droit lorsque le titulaire du contrat se trouve dans l'impossibilité absolue d'en poursuivre l'exécution.

La résiliation de plein droit couvre deux situations :

- La force majeure
- La disparition du titulaire du contrat (décès, faillite ou incapacité civile)

En cas de circonstances de force majeure qui se poursuivraient pendant une durée supérieure à un mois calendaire, les parties peuvent convenir d'engager des discussions en vue de modifier les termes de leurs engagements respectifs ou de trouver des solutions alternatives.

Dans le cas où le représentant du pouvoir adjudicateur décide de résilier le marché, il se réserve la possibilité de résilier tout ou partie des bons de commande préalablement émis.

La résiliation en cas de disparition du titulaire du contrat s'exécute conformément à l'article 37 du CCAG-PI relatif à la résiliation pour événements extérieurs au marché.

## 32 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

L'exécution aux frais et risques du titulaire s'effectue dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG-PI visé par le présent marché.

## 33 DIFFERENDS ET LITIGES

### Règlement à l'amiable

En cas de litiges, les parties peuvent recourir à la transaction telle que définie à l'article 2044 du code civil et selon la procédure de règlement définie à l'article 43 du CCAG-PI. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur pour le même objet.

Toutefois, en application des articles L.2197-1, L.2197-3, R. 2197-1 et suivants, ainsi que des articles R.2197-23 et suivants du code de la commande publique, tout litige qui s'élèverait à l'occasion du présent marché et en cas de désaccord après tentative de négociation, le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics compétent pourra être saisi par l'une des parties.

En conséquence, la procédure de règlement amiable constitue un préalable obligatoire à l'introduction d'une action en justice entre les parties. Toute action introduite en justice en violation de la présente clause serait déclarée irrecevable.

### Règlement juridictionnel

Dans le cas de l'échec des tentatives de règlement amiable, tout litige relatif à la conclusion, l'interprétation, l'exécution ou la cessation du présent marché sera soumis au tribunal administratif de Paris.

La mention des voies et délais de recours pour l'ensemble de la procédure est précisé dans le règlement de consultation.



## 34 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles du présent CCP	Articles du CCAG-PI auxquels ils dérogent
Article 7	Article 4.1
Article 14	Articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3
Article 14.1	Article 14
Article 15	Article 3.7.2
Article 31.2	Articles 39.2
Article 31.3	Article 38